

18/12/2013

Journée internationale des migrants : la CES appelle à une politique européenne fondée sur les droits de l'homme

A l'occasion de la Journée internationale des migrants (18 décembre), la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle la Commission européenne et les États membres à changer leur politique migratoire sélective et circulaire en faveur d'une approche fondée sur les droits de l'homme, l'égalité de traitement et la pleine intégration des ressortissants de pays tiers.

L'incertitude persiste sur le marché du travail pour les travailleurs migrants par rapport aux travailleurs nationaux avec des preuves de discrimination salariale, de dumping social et d'opportunités moindres d'accès au marché. Certains employeurs tirent également avantage de la crise économique. Les cas d'abus et d'exploitation sont surtout manifestes dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. En outre, les réductions qui frappent les services publics dans des domaines tels que la santé et l'éducation ainsi que dans les services destinés aux migrants en particulier (moyens d'intégration, assistance et délivrance de visa ou de permis, etc.) ont un impact négatif sur la population migrante.

La stratégie Europe 2020 considère la migration comme un outil pour faire face à la diminution de la main-d'œuvre ainsi qu'à des pénuries spécifiques et temporaires sur le marché du travail. Des efforts ont été consentis dans ce contexte pour attirer des ressortissants hautement qualifiés de pays tiers. Tout en reconnaissant le rôle que peut jouer cette partie de la population migrante dans une stratégie de migration plus large, la CES presse les décideurs politiques de l'UE pour qu'ils traitent les migrants comme des êtres humains quel que soit leur niveau de qualification.

Les travailleurs peu qualifiés constituent la majorité de la population migrante en Europe et leur situation devrait être considérée comme une priorité absolue.

La politique répressive de l'UE vis-à-vis de la migration clandestine met en péril les droits fondamentaux qui sont au cœur de l'Union européenne, estime la CES.

La montée du racisme comme véhicule du discours des partis populistes et xénophobes met aussi en danger les droits humains les plus élémentaires et universels des personnes migrantes tout comme l'avenir de l'Europe sociale. Il faut que l'UE aille au-delà du simple contrôle des frontières instauré par Frontex et qu'elle établisse des structures d'accueil pour assurer une réinstallation plus efficace des migrants qui soit respectueuse des droits fondamentaux garantis par le droit européen.

A l'occasion de la Journée internationale des migrants, la CES appelle la Commission européenne et les gouvernements nationaux à :

- ▶ Mettre en place une approche de la migration fondée sur les droits et l'égalité aux niveaux politique et législatif ;
- ▶ Combattre le dumping social, la concurrence salariale et toutes les formes de discrimination condamnant les travailleurs étrangers à des conditions de travail et de vie médiocres ;
- ▶ Promouvoir une politique d'intégration efficace basée sur des services publics correctement financés et accessibles ;
- ▶ Établir un programme visant à créer des structures d'accueil relevant de l'UE dans les domaines exposés à des afflux disproportionnés conformément au règlement Dublin II et dans le respect des droits fondamentaux tels que garantis par la législation européenne ;
- ▶ Respecter l'autonomie des partenaires sociaux dans les négociations collectives comme dans le dialogue social. Ces instruments sont au cœur de la démocratie moderne et ont prouvé leur efficacité pour améliorer la gestion de la diversité, tant au niveau de l'entreprise que de la société dans son ensemble ;
- ▶ Investir dans un plan de relance à long terme solide pour l'Europe s'appuyant sur un secteur financier fort au service de l'économie réelle. Ce plan de relance doit être soutenable en termes de défis écologiques, de création

d'emplois de qualité et d'accès à l'aide sociale pour tous ;
► Améliorer l'Aide publique au développement (APD) pour contribuer à une croissance durable et équitable dans les pays tiers.

« La CES s'engage à continuer à se battre pour les droits des travailleurs migrants et pour la migration, qu'elle soit stable ou temporaire, afin d'augmenter l'affiliation syndicale des migrants et leur participation dans la vie et la prise de décision syndicales », a déclaré Luca Visentini, Secrétaire confédéral de la CES. « Nous œuvrerons également pour améliorer la coordination des services syndicaux aux travailleurs migrants et pour encourager les relations avec les syndicats des pays d'origine ».

Note aux éditeurs :

Le 12 décembre, la CES a organisé la première Conférence européenne des services syndicaux pour les migrants. La conférence a été suivie par 165 représentants de 45 confédérations syndicales et d'organisations de la société civile de 19 pays de l'UE. L'événement présidé par le Secrétaire confédéral de la CES, Luca Visentini, a également accueilli des représentants de haut niveau de la Commission européenne, du Parlement européen, du Comité économique et social et d'organisations patronales européennes entre autres institutions. La conférence a vu le lancement d'un réseau transnational visant à améliorer l'accessibilité des structures d'intégration pour les ressortissants de pays tiers.